

La Chine en Côte d'Ivoire : le double jeu

dimanche 3 avril 2011, par [Xavier AUREGAN](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Xavier AUREGAN](#), **La Chine en Côte d'Ivoire : le double jeu**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 3 avril 2011.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Crise ivoirienne. Politiquement, la Chine est censée être "pro-Ouattara". Géopolitiquement comme économiquement, la Chine serait plutôt "pro-Gbagbo". L'auteur éclaire ce double jeu. (1 graphique et 2 cartes)

DEPUIS les résultats promulgués par la Commission électorale indépendante (CEI) d'une part, et le Conseil constitutionnel d'autre part, la crise post-électorale ivoirienne permet également d'analyser les « jeux » et prises de positions diplomatiques des principales puissances. En cela, la Chine, deuxième économie mondiale, est devenue un acteur incontournable à Abidjan.

Au-delà de la crise endogène (géo)politique ivoirienne, où le militaire a remplacé la négociation politique depuis les mois de février-mars 2011, peu d'articles proposent une analyse des acteurs internationaux impliqués directement ou indirectement dans ce conflit a priori ivoiro-ivoirien. Début avril 2011, il aurait déjà fait entre 500 et 900 morts, selon les sources. Si les arguments des principales puissances et des organisations internationales sont largement repris par les médias occidentaux, les positions des Etats dits « pro-Gbagbo » semblent plus confuses, complexes et finalement moins médiatisées. Cette dichotomie peut sembler facile, réductrice, mais permet toutefois une simplification nécessaire. De fait, le « monde occidental » représenté par les Etats-Unis, la France ou le Royaume-Uni s'oppose au « monde oriental », en développement, et personnifié par la Russie et la République populaire de Chine (RPC). Ces Etats, membres permanents du Conseil de Sécurité, se veulent les porte-paroles de puissances régionales et autres Etats soucieux de prendre position dans ce conflit. C'est le cas du Nigéria et du Sénégal par exemple et en faveur du candidat validé par la CEI, Alassane Dramane Ouattara, ou du Brésil, du Mexique, du Liban et de l'Angola [1] d'autre part.

[La Russie](#) s'oppose fréquemment et parfois avec violence aux tentatives de résolutions onusiennes. La menace du veto est toutefois plus fréquente que son application, notamment depuis la chute de l'Union soviétique (1991). L'Histoire et les rivalités de pouvoirs inhérentes y jouent un rôle substantiel. Moscou invoque également des principes qu'elle considère comme fondamentaux. Qu'ils soient considérés comme hypocrites ou politiques, diplomatiques ou humanistes, ces principes « moraux » et au nom desquels l'on retrouve celui de non-ingérence, permettent d'imposer un contrepoids à la politique internationale des Etats-Unis, en partie présentée à l'Organisation des Nations Unies (ONU). Ils participent également à améliorer l'image d'une Russie qui souhaite, elle, imposer ses arguments et sa vision internationale des relations interétatiques. Une représentation également recherchée par la Chine, qui, à peu de choses près, use des mêmes artifices pour asseoir sa légitimité.

Politiquement, une Chine censée être « pro-Ouattara »

Si Beijing n'a pas opposé son veto aux résolutions 1951, 1962, 1967, 1968 et 1975 des 24 novembre et 20 décembre 2010, 19 janvier, 16 février et 30 mars 2011, nombreuses ont été les réticences chinoises à accepter l'ensemble des documents. D'ailleurs, ces résolutions onusiennes ne furent votées qu'après de nombreux débats. A New York, les deux membres permanents précédemment cités, soit, la Russie et la Chine, fustigèrent la partialité des deux principaux Etats initiateurs, la France et les Etats-Unis. Ne souhaitant pas condamner ostensiblement et de manière irréversible Laurent Gbagbo, Beijing et Moscou ménagent encore une fois le président reconnu par le Conseil constitutionnel ivoirien lors des

négociations inhérentes au dépôt de projet de résolution déposé par Paris et Abuja, fin mars 2011 (n° 1975). La Chine soutient officiellement « les efforts de médiation de l'UA [Union africaine] et des pays africains concernés et espère que les différentes parties travailleront ensemble pour continuer à promouvoir le processus de paix et réaliser la stabilité et le développement de la Côte d'Ivoire » [2].

Li Baodong déclare lors de la 6508e séance, le 30 mars 2011 : « les forces de maintien de la paix des Nations Unies doivent appliquer le principe de neutralité [...] L'ONUCI [Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire] doit par conséquent éviter de devenir partie au conflit ivoirien ou de donner l'impression de soutenir l'un des camps en présence ». En filigrane, si la Chine respecte les efforts onusiens, de l'UA et de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), toute ingérence directe et indirecte des acteurs internationaux comme de la représentation locale onusienne, l'ONUCI, ne saurait être acceptée. Les Etats que l'on pourrait considérer comme neutres (Chine, Russie, Brésil, Inde, Afrique du Sud notamment) sont les seuls, avec le Gabon et la Colombie, à ne pas citer - volontairement - Laurent Gbagbo dans ce document [3].

La célérité des Etats membres de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) à coordonner l'opération Aube de l'Odyssée ou Harmattan et auxquels s'est jointe la Ligue arabe - non sans réserves - pose l'intérêt économique et géopolitique de ces derniers au cœur des relations internationales. Pourquoi une telle intervention en Lybie et non sur le territoire ivoirien ? Des éléments de réponse peuvent être apportés. Premièrement, une opération est en cours en Côte d'Ivoire, l'ONUCI, ce qui n'est pas le cas à Tripoli. Deuxièmement, les exactions perpétrées par le « Guide » libyen à l'encontre des populations civiles sont le fait d'une seule et unique partie, contrairement en Côte d'Ivoire où les « forces républicaines » de A. Ouattara sont - quasiment autant - dénoncées que celles des FDS (Forces de défense et de sécurité de L. Gbagbo). Troisièmement, malgré les bonnes volontés affichées, les enjeux économiques et énergétiques n'ont-ils pas supplanté, aux yeux franco-étasuniens, ceux du territoire subsaharien ? Enfin, la présence de l'organisation panarabe et notamment du Qatar aux côtés des forces alliées a persuadé la Russie et dans une moindre mesure, la Chine, d'accepter l'opération ardemment souhaitée par Paris et Londres. Les deux capitales y voient une stratégie de reconquête d'une opinion nationale désappointée par le manque de réactivité et l'implication contestable et contestée [4] de leurs dirigeants dans ce qu'il est convenu de nommer « le printemps arabe ».

Quoiqu'il en soit, la *realpolitik* - en vogue ces dernières décennies - est remise en question. La politique extérieure chinoise, également pragmatique, ne souffre pas d'un passé colonial européen. Les représentations africaines ne dénoncent jamais - ou rarement - l'impérialisme chinois en Afrique, ce qui n'est pas le cas pour Paris et Washington, qui n'en sont plus à une aporie près. Les deux Etats onusiens du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) aiment à faire véhiculer l'idée selon laquelle ils défendraient les Etats faibles (Afrique, Asie sauf Japon et Amérique du Sud) contre les puissances « otaniennes ».

Ces puissances émergentes qui défendent essentiellement leurs intérêts ont de fait bloqué et/ou ralenti les résolutions portant sur le cas ivoirien. Au mieux, elles ont modifié leur caractère restrictif, trop contraignant envers le gouvernement Aké N'Gbo, Premier ministre de Laurent Gbagbo. Fait essentiel à mentionner, quelles auraient été les positions chinoises et russes si la Cour de Justice de la CEDEAO avait entériné l'intervention militaire (usage de la

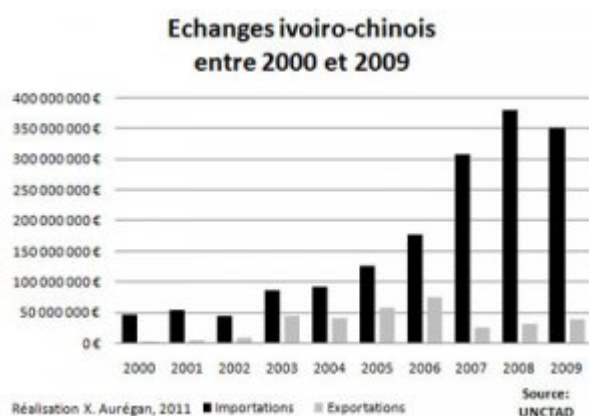
force légitime) de l'ECOMOG (*Economic Community of West African states cease-fire monitoring Group*) envers Laurent Gbagbo ? Nous n'en saurons rien, puisque la réunion tenue à Abuja, Nigéria, les 23 et 24 mars 2011 a justement interdit cette initiative... Se défaussant de leurs responsabilités, les organisations africaines entretiennent les paradoxes. Elles apportent par la même occasion de l'eau aux moulins des Etats précédemment mentionnés, dont la Chine. Selon un communiqué, elle souhaite « une Côte d'Ivoire pacifique, unifiée, stable et prospère, ce qui est dans l'intérêt fondamental du peuple ivoirien » [5]. Une prospérité et un développement économique et social vital pour les autochtones, mais pas seulement : la Chine y possède des intérêts substantiels.

Géopolitiquement et économiquement, une Chine « pro-Gbagbo », et vice-versa

La Côte d'Ivoire représente en 2010, et malgré tout, près de 40 % du Produit intérieur brut de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine). La vitrine ouest-africaine francophone, nonobstant la crise politico-économique, attire de nombreux investissements. C'est d'ailleurs la volonté affichée de l'Etat, qui depuis 2000 - et l'élection de Laurent Gbagbo le 22 octobre 2010 - diversifie ses partenaires. Au relatif détriment des sociétés françaises, des investissements brésiliens, arabes et asiatiques ont ainsi quelque peu remodelé le paysage économique-financier abidjanais. Et parmi ces investisseurs, les plus courtisés et de fait les plus présents sont les Chinois.

Devenu le principal partenaire du continent, devant les Etats-Unis et la France, la Chine et ses quatre forums de coopération (de 2000, 2003, 2006 et 2009) ont pour ainsi dire bouleversé la donne après 1997 [6] et le lancement de sa nouvelle politique extérieure, et donc africaine. Rares sont les Etats n'ayant pas profité des réserves chinoises, de ses prêts et dons, de ses financements souvent surmédiatisés. La Côte d'Ivoire n'y fait pas exception.

Neuvième (exportations ivoiriennes) et troisième (importations) partenaire de la Côte d'Ivoire en 2009, la Chine présente une balance commerciale excédentaire. Seuls 20 % des échanges représentent des exportations ivoiriennes. Mais plus que ces données relativement courantes dans cette Afrique peu ou non-exportatrice de matières premières, c'est l'augmentation de ces échanges qui interpelle : de 2002 (« début » de la crise) à 2003, ceux-ci ont été multipliés par 2,5 et par 7,5 de 2002 à 2009 (cf. graphique Echanges ivoiro-chinois entre 2000 et 2009).



Plus de cinquante visites bilatérales ont été effectuées depuis le 2 mars 1983, date de l'établissement des relations. Une trentaine se sont déroulées après 2000. Autres facteurs attestant de cette proximité politique et économique, les étroites relations entre les deux partis respectifs : le PCC (Parti communiste chinois) et le FPI (Front populaire ivoirien). Ils se sont notamment rencontrés en 2002 et le 23 avril 2009 lors de la visite d'une délégation chinoise dans le quartier de Treichville. Le domaine de la Défense n'est pas en reste : trois visites officielles en 2001 et la vente d'armes et munitions, dans un Etat censé être sous embargo, pour près de 2,4 millions de dollars en 2007. Certes, ces déplacements diplomatiques et échanges économiques ne sont en aucun cas le seul fait de la Côte d'Ivoire. Cependant, les dates auxquelles ils se réfèrent sont explicites. Anecdotes pourraient également être les investissements, prêts et dons chinois, privés comme publics, réalisés sur le territoire ivoirien. Seulement, dans un Etat fragilisé par une guerre civile, où une zone de confiance fut instaurée et où les antagonismes latents sont perceptibles jusqu'à la veille d'une élection annoncée comme démocratique et certifiée par l'ONU, les faits et gestes d'une des principales puissances africaines prennent un caractère géopolitique. Les « rivalités de pouvoirs sur du territoire » (Lacoste, 2008, p.18) observées par le prisme de la présence chinoise permettent l'analyse de l'implication de cette dernière dans l'espace politique et économique qu'est la Côte d'Ivoire (cartes suivantes).



Si les informations présentées sur ce document ne sont pas exhaustives, elles représentent néanmoins la majorité des dons et prêts réalisés par l'Etat chinois depuis 1983. Une coopération économique développée pour l'essentiel et à partir de la fin des années 1990. Ces financements et réalisations se trouvent - logiquement - au Sud et dans les principales agglomérations. Ils sont également présents dans la zone dite boucle du cacao et en particulier dans ou à proximité de la région Fromager, région natale de L. Gbagbo. Le Sud de la Côte d'Ivoire, où l'on retrouve les plantations (agriculture destinée à l'exportation) et les infrastructures étatiques (plus développées qu'au Nord), est également la destination privilégiée du personnel de l'ambassade chinoise. Ces déplacements représentent également les dons et inaugurations d'infrastructures financées par le partenaire chinois, mais strictement post-2002. Leur localisation fournit certaines informations. Si la sécurité aléatoire du Nord du territoire peut expliquer la faible présence de l'ambassadeur Wei Wenhua, sa rencontre à Bouaké le 30 mars 2010 avec une délégation des Forces Nouvelles (ex-rebelles et Commandants de zones issus des FAFN, Forces armées des Forces Nouvelles) se révèle donc importante. D'autant que l'objet de cette entrevue fut la sécurisation des commerçants et marchandises chinoises transitant entre Abidjan et les Etats enclavés limitrophes (le Mali et le Niger via Ouagadougou).

Une lecture plus fine de ce document peut apporter quelques précisions supplémentaires. Les partis politiques bénéficiant principalement de la coopération sont le PDCI-RDA et le FPI (Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain, Front populaire

ivoirien). En effet, le RDR d'Alassane Ouattara (Rassemblement des Républicains) dirige six communes, dont Bouaké, San Pedro et Gagnoa ; le FPI, six également, est présent à Divo, Lakota, Sassandra et surtout Abidjan ; le PDCI-RDA est quant à lui majoritaire dans huit communes récipiendaires des fruits de la coopération sino-ivoirienne (Abengourou et Yamoussoukro par exemple). Seulement, lors des élections municipales de 2001, les deux partis d'opposition recueillirent 117 communes contre 33 pour le FPI, soit, près de 60 % contre 16 %. Le FPI a donc obtenu, un rapport (municipalités administrées et municipalités ayant reçu un financement chinois) de 1,8. Les deux partis réunis en 2010 sous l'appellation du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) possèdent eux un rapport de 1,1.



Le don agricole du 8 mars 2011 à Abidjan et effectué par l'ambassadeur Wei Wenhua au ministre de l'Agriculture du gouvernement non-reconnu par l'ONU, le Dr Issa Malick Coulibaly (ancien opposant de L. Gbagbo), en devient pour l'une des deux parties, un symbole : « A ce moment précis où notre pays traverse l'une des plus grandes crises de son histoire, ce don de produits agricoles et de matériels mécaniques pour la relance de la riziculture, est un signe fort qui témoigne du soutien indéfectible de la Chine, grand producteur de riz au peuple souverain de Côte d'Ivoire » [7]. La RTI (Radio télévision ivoirienne), organe officiel de la propagande du « Boulanger » qui a - fort logiquement - médiatisé ce don, évoque de fait la reconnaissance tacite par la Chine de l'élection du président sortant. Certes, cette aide « désintéressée » peut simplement être interprétée comme la réponse du gouvernement chinois à la demande effectuée par son homologue fin 2008. Le moment est en revanche inopportun...

Dans le domaine agricole, l'ambiguïté de la position chinoise est également perceptible dans la filière cacaoyère. Le trader hongkongais *Noble Group* a ainsi décidé, fin mars 2011, l'écoulement de son stock et le paiement des taxes et impôts inhérents et souhaités par L. Gbagbo. L'ordonnance prise par ce dernier, le 8 mars 2011, indiquait en effet la saisie et la vente des stocks entreposés. Estimés à 400 000 tonnes, ils représentent la dernière rentrée économique possible de ce dernier.

Enfin, la mission en Chine du port autonome d'Abidjan, afin de contourner l'embargo décrété le 15 janvier 2011 fut l'occasion pour Marcel Gossio, Directeur Général de la seconde infrastructure portuaire subsaharienne, après Durban, de développer une stratégie (de contournement des entreprises européennes) et de rencontrer une dizaine de sociétés. Débutée en 2009, le port abidjanais accueille depuis l'armement GMT.

*

Malgré une présence de plus en plus prégnante sur [le continent africain](#), et notamment

politique depuis les années 1950, [la Chine](#) commet certaines erreurs de débutant. La faute au gouvernement, au PCC, et aux *think thank* pourtant de plus en plus nombreux et spécialisés (Kellner et Bondiguel, 2010). Progressivement, le glissement d'une diplomatie idéologique à l'économique ne se fait pas sans heurts. L'Etat chinois, plus fragmenté qu'il n'y paraît, a certes participé au paradigme des relations interétatiques du début du XXI^e siècle, mais créé également, ou du moins ne contrôle plus en totalité, son image et sa politique extérieure. Ses hésitations, sa « neutralité » à Abidjan pourraient provoquer des contre-représentations et mettre à mal l'imprégnation politique et culturelle chinoise. Le gouvernement de Guillaume Kigbafori Soro n'y sera pas indifférent. Entre principe de non-ingérence et réalité économique, il est parfois difficile de choisir, et par ailleurs d'y voir clair. Entre ces deux antagonismes, les points d'achoppement sont nombreux. Cette Chine, dans l'expectative, a-t-elle tenté, comme Laurent Gbagbo de jouer la montre et de ce fait attendre le 9 mai 2011, date à laquelle la CEDEAO rejuge la requête sur le fond - relative aux éventuelles « tricheries » effectuées lors du second tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 ? L'histoire d'amour économique et pragmatique entre le président sortant et la République populaire de Chine semble, par la force des choses, terminée. L'évolution de la situation politique ivoirienne, et au-delà, régionale, apportera certainement un certain nombre d'éléments de réponse. En particulier, sur la faculté chinoise à dépassionner une relation [sino-africaine](#).

Copyright 1er avril 2011-Aurégan/Diploweb

Plus

. **Voir un autre article de Xavier Aurégan, « Communauté » libanaise en Afrique de l'Ouest** [Voir](#)

Références bibliographiques

. Bouquet, Christian, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Perspectives géopolitiques, Armand Colin, Paris, 2005, 315 p.

. [Hugon, Philippe, « Côte d'Ivoire : quelles issues possibles après deux mois d'attentisme et de pouvoir bicéphale ? », *Diploweb*, 21 janvier 2011, 4 p.](#)

. [Kellner, Thierry et Bondiguel, Thomas, « Chine : L'impact des think tanks chinois spécialisés en relations internationales sur la politique étrangère de Pékin », *Diploweb*, 2010.](#)

. Lacoste, Yves, « La géographie, la géopolitique et le raisonnement géographique », *Hérodote*, N° 130, 2008, pp. 17-42.

. Niquet, Valérie, « La stratégie africaine de la Chine », *Politique étrangère*, 2006, pp. 361-374.

P.-S.

Doctorant à l'Institut Français de Géopolitique (IFG) - Université Paris VIII

Notes

[1] Dont le virage diplomatique pris fin mars 2011 a étonné plus d'un observateur, tant ses déclarations, soutenant le président sortant Laurent Gbagbo, étaient sans équivoques. Des pressions nigérianes et sud-africaines auraient été exercées.

[2] <http://www.fmprc.gov.cn/fra/xwfw/fyrth/fyrth/t775312.htm>

[3] CS/10215, 6508e séance du 30/03/2011.

[4] Michèle Alliot-Marie en Tunisie, Claude Guéant et Tony Blair en Libye, François Fillon en Egypte...

[5] <http://french.peopledaily.com.cn/96852/7224351.html>

[6] Année de la crise financière asiatique.

[7] Abidjan Tribune, 09 mars 2011.